Les conséquences sur le climat des élections aux Etats-Unis

Partage international n° 436 – Décembre 2024

Au niveau national, Donald Trump a été largement réélu à la présidence des Etats-Unis pour les quatre prochaines années, ce qui signifie que, comme il l'a promis, les Etats-Unis se retireront de l'accord de Paris, cédant la direction internationale du climat aux autres nations qui prennent la crise climatique au sérieux.

Cependant, les initiatives des Etats américains sur le climat résistent, montrant que le pays n'a pas complètement abandonné ses objectifs climatiques. Ainsi, dans l'Etat de Washington, les électeurs ont fermement rejeté une mesure visant à abroger une loi sur le climat – dite loi sur l'engagement climatique –, qui autorise un marché du carbone, ou un programme visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 95 % d'ici 2050. Une coalition de plus de 575 organisations et nations tribales, d'entreprises, de syndicats, de leaders environnementaux, de pompiers et de professionnels de santé se sont opposés à la tentative d'abroger la loi. Le pouvoir du peuple s'est montré plus fort que les millions dépensés par certaines entreprises pour annuler cette loi.

En Californie, les électeurs ont approuvé l'émission d'un emprunt obligataire de dix milliards de dollars pour renforcer la résilience à la sécheresse, à l'extrême chaleur, aux incendies catastrophiques, aux inondations et autres désastres liés au climat, avec une attention particulière portée sur l'accès à une eau potable sûre et fiable. De plus, la mesure garantit qu'au moins 40 % des financements iront aux projets bénéficiant aux communautés vulnérables et désavantagées.

A Hawaï, une initiative a été votée pour la création d'un fonds pour la résilience climatique, renforçant un flux de financement pour les futurs évènements climatiques.

En Louisiane, les électeurs ont adopté en masse un amendement constitutionnel exigeant que toutes les recettes provenant de la production d'énergies renouvelables perçues par l'Etat soient versées au fonds pour la protection et la restauration des côtes.

Dans le Dakota du Sud, une mesure destinée à faciliter la construction de pipelines de CO_2 a été rejetée par plus de 60 % des électeurs. Cette mesure, appelée « *Landowner Bill of Rights »,* avait été votée par le législateur, mais un groupe de citoyens a rassemblé 31 000 signatures et a ainsi renversé la décision. Le pouvoir du peuple s'est imposé une nouvelle fois.

Caroline Spears, directrice de Climate Cabinet, un comité d'action politique, constate que *« les candidats aux législatives pro-climat de chaque Etat ont brisé les super majorités républicaines en Caroline du Nord et dans le Wisconsin, dépassant largement le score des candidats au niveau fédéral. »* Elle ajoute : *« Les gouvernements des Etats ont toujours eu un rôle majeur dans le domaine de la politique climatique : les trois quart des engagements de l'accord de Paris pour le pays peuvent être réalisés par la politique locale des Etats. Ils sont à présent plus importants que jamais. »*

Etats-Unis
Sources : Inside Climate News
Thématiques : environnement
Rubrique : S.O.P. — Sauvons notre planète